

En accord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que **le Canada devrait réduire ses dépenses relatives à l'aide internationale.**

Besoins au pays

D'un bout à l'autre du pays, les Canadiennes et Canadiens font face à des difficultés financières face à [l'augmentation du coût de la vie](#). [Une part importante des revenus des ménages canadiens est désormais consacrée à leurs besoins fondamentaux et au remboursement de leurs dettes](#). L'ensemble du pays est également confronté à une pénurie de logements, ce qui contribue à faire augmenter les coûts d'achats et de location. Face à la crise du logement et à l'inflation persistante, de nombreux Canadiens estiment que chaque dollar public doit d'abord servir à stabiliser l'économie locale et réduire le coût de la vie. Avant d'aider d'autres pays, le Canada devrait investir dans des solutions qui visent à aider ses propres citoyens.

Non-respect des engagements envers l'OTAN

L'année dernière, le Canada a consacré 1,37 % de son produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire la valeur de tous les biens et services produits dans un pays, à la défense, ce qui en fait l'un des huit pays membres [de l'OTAN à ne pas atteindre l'objectif de 2 %](#). [Cet écart a été dénoncé par le président américain](#), Donald Trump, qui a déclaré que les États-Unis dépensent des milliards pour protéger le Canada, et par une lettre signée par 23 sénateurs américains en 2024. Alors que les tensions avec les États-Unis continuent de s'intensifier, le Canada devrait réduire ses dépenses d'aide internationale et utiliser ces sommes pour augmenter celles consacrées à la défense nationale, afin de répondre à la cible de l'OTAN.

Conséquences négatives sur les pays bénéficiaires

Selon les partisans d'une réduction de l'aide internationale, le système actuel peut enfermer les pays en développement dans un « piège de l'aide ». Une aide prolongée risque de créer une dépendance et d'affaiblir l'autonomie politique et institutionnelle des pays bénéficiaires, particulièrement lorsque les fonds sont accompagnés de conditions strictes. En général, les pays en développement retirent de l'aide internationale moins de bénéfices que les profits qu'ils génèrent eux-mêmes aux pays donateurs. De plus, l'efficacité de l'aide internationale est souvent remise en question. Les programmes mis en place sont inefficaces, ne traitent pas les sources des diverses crises et peuvent en causer d'autres. Une partie des fonds est parfois détournée par les régimes corrompus au détriment des populations vulnérables. Certains dirigeants sont moins enclins à investir dans leurs propres programmes sociaux, car ils sont financés par les revenus des donateurs étrangers. Ultimement, l'aide internationale peut avoir des conséquences perverses sur le développement durable et l'indépendance de bénéficiaires.

Devoir de représentation des intérêts canadiens

Les élections fédérales de 2025 ont mis en lumière de profondes divisions au sein de la population canadienne quant à l'aide internationale. Les désaccords portent tant sur les pays à soutenir que sur la forme et l'ampleur que devrait prendre cette aide. La même année, [un sondage de Nanos](#) (en anglais) a d'ailleurs révélé que près du tiers des Canadiennes et Canadiens souhaitent une réduction de l'aide internationale et humanitaire. Les conservateurs, qui ont obtenu 41 % des suffrages populaires lors des dernières élections, ont accusé l'aide internationale de financer ce qu'ils définissent comme « des dictateurs, des terroristes et des bureaucraties mondiales ». Le gouvernement se doit de représenter les intérêts de ses électeurs, et ne pas apporter de changements majeurs et significatifs à la politique actuelle d'aide internationale constitue un manquement à ce mandat.

Pour en savoir plus

- [Abolition de l'aide étrangère : une occasion de développement à saisir pour l'Afrique? | Radio-Canada](#)
- [L'aide fait-elle plus de mal que de bien ? | New African](#)
- [Poilievre couperait une « aide étrangère inutile » et prioriserait la défense du Canada | La Presse](#)
- [L'aide au développement : une machine à piller ? | AJ+ français](#)

Le savais-tu?

En 2025, [les pays membres de l'OTAN ont convenu d'augmenter leur cible de dépenses militaires](#), passant de 2 % à 5 % du PIB annuel d'ici 2035. Pour le Canada, ce nouvel objectif représente un budget annuel de la défense à près de 150 milliards de dollars.